

pour drainer vers l'étranger l'argent que des Canadiens et d'autres investisseurs avaient l'intention d'immobiliser ici pour créer des emplois et engendrer une croissance économique pour peu qu'il y ait eu un gouvernement auquel ils auraient pu faire confiance. Nous n'allons résoudre ces problèmes que lorsque nous reconnaitrons qu'une grande partie de nos difficultés depuis une décennie sont directement attribuables aux politiques du gouvernement qui a dirigé le Canada pendant tout ce temps. Ce ne sera pas facile à faire parce que le gouvernement a l'habitude de blâmer tout le monde sauf lui-même pour ce qui ne va pas.

● (1542)

Comment s'étonner que le gouvernement d'en face inspire si peu confiance quand on considère que, sur les questions autres que la constitution et les langues, sa stratégie n'est pas établie par le cabinet des ministres mais par deux publicitaires de Toronto, dont l'un fait partie d'une compagnie qui fait pousser des plantes sans eau et l'autre est mieux connu comme l'auteur d'un livre intitulé «*Have I Ever Lied to You Before?*»

Des voix: Bravo!

M. Clark: J'aimerais maintenant en venir au ministre des Finances et lui dire très sincèrement que moi et mes collègues de ce côté-ci de la Chambre lui offrons nos meilleurs souhaits.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Ses récents prédécesseurs lui ont malheureusement laissé non seulement des politiques qui n'ont pas fonctionné, mais une économie nationale en déroute. L'autre jour, quand cette très récente vacance est survenue, je me suis rendu compte qu'encore une fois, pour la deuxième fois en deux ans, le Canada n'avait pas de ministre des Finances. Si on définit le rôle de ministre des Finances comme étant de donner au pays son orientation économique, alors nous n'avons pas eu de ministre des Finances depuis que le très honorable député est devenu premier ministre du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Clark: La tâche du nouveau ministre des Finances n'est pas simplement de boucher tant mieux que mal quelques trous, mais de recommencer à partir de zéro pour doter le pays d'un plan de développement économique cohérent. Je lui dis bien sincèrement que, s'il se montre prêt à procéder à un tel changement, mes collègues l'aideront à le faire. Je dis avec une certaine tristesse que rien dans le discours du trône et dans tout ce qu'a dit le ministre jusqu'ici n'indique qu'il envisage un changement de cette importance.

● (1546)

[Français]

Monsieur le président, l'économie canadienne est à la dérive, sans direction ferme de la part du gouvernement. Nous souffrons d'un chômage endémique qui, loin de vouloir se résorber, paraît au contraire vouloir augmenter encore plus dans les mois à venir; alors que l'ancien ministre des Finances avait prédit pour cette année un taux d'inflation de 6 p. 100, ce taux risque d'atteindre les 8 p. 100 au minimum. Notre taux de croissance, déjà faible, ne sera cette année que d'environ 2 p. 100, et au surplus, la valeur de notre monnaie nationale tombe de jour en jour. Le ministre des Finances nous a promis de faire face à ces problèmes demain soir. J'ose espérer que les solutions du ministre s'attaqueront directement aux problèmes qui nous confrontent, qu'elles seront autre chose que de la

L'Adresse—M. Clark

poudre aux yeux et seront à la hauteur de l'espoir que le gouvernement libéral a suscité envers le ministre.

Mais il y a un point qui, à mes yeux est très important, et sur lequel j'aimerais insister. Le nouveau ministre des Finances, fidèle en cela à la politique de ses prédécesseurs, semble vouloir imputer à tout le monde sauf au gouvernement libéral actuel la responsabilité de nos maux économiques. Après les scheiks arabes, après la situation économique mondiale, c'est maintenant au tour du gouvernement de Québec d'être responsable de la crise économique. J'aimerais simplement rappeler au ministre que très récemment le *Wall Street Journal* déclarait que les problèmes économiques du Canada ne résultaient pas d'une élection du gouvernement péquiste, mais que, au contraire, l'élection du Parti québécois a été précipitée par la crise économique que nous traversons.

Monsieur le président, ce gouvernement doit cesser de blâmer tous et chacun pour tous les problèmes que nous connaissons, et doit reconnaître et assumer sa responsabilité première en ce qui touche l'économie du pays.

[Traduction]

Il est évident que le ministre devrait présenter des mesures visant à stimuler l'activité économique. Mon parti estime qu'on devrait immédiatement présenter un budget. On aurait dû convoquer le Parlement le mois dernier pour présenter un budget qui stimule la croissance économique du pays.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Les contrôles devraient être abolis dès maintenant et non pas l'an prochain. On devrait prévoir des diminutions d'impôt pour les Canadiens qui gagnent moins de \$16,000. Le gouvernement devrait être en train de consulter les provinces pour réduire les taxes de vente afin de stimuler la consommation. On devrait prévoir un crédit d'impôt à l'intention des Canadiens qui veulent investir dans les petites entreprises du pays. Il serait nécessaire de prévoir d'autres dégrèvements fiscaux pour encourager la recherche, les innovations et le développement partout dans notre pays, en particulier dans les régions où la croissance est lente.

Il faut que nous envisagions clairement que toutes les difficultés économiques auxquelles le pays doit faire face ont beaucoup plus d'importance et d'envergure que des réductions d'impôt à court terme, si importantes soient-elles. Nous sommes en difficulté économique, car les Canadiens, et en fait tous les pays du monde, ne font plus confiance à la gestion économique du pays. En moins d'une décennie le gouvernement actuel a détruit la réputation de solidité et de stabilité économique que le Canada avait mis un siècle à établir.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Il n'est ni raisonnable ni responsable d'essayer de charger les provinces, comme le ministre a tenté de le faire, de la principale responsabilité dans la lutte contre la crise du chômage. Je dois malheureusement constater que les commentateurs qu'il a faits jusqu'ici relativement à la chute du dollar n'ont pas manifesté une grande réflexion ni un grand sens des responsabilités. La position du ministre, c'est que le dollar flotte, c'est tout. Même si la Banque du Canada fournissait 500 millions de dollars pour l'achat de flotteurs, ce n'est pas cela qui maintiendra le dollar à flot. Peut-être le ministre ne comprend-il pas, ou peut-être veut-il induire les Canadiens en erreur quant au sérieux de cette situation. Il ne sert certaine-